

En cas de nuage nucléaire, une dose d'iode

Matthieu Écoiffier

2 millions de cachets sont en stock. A prendre dans l'heure qui suit le passage du nuage.

Prendre une pastille d'iode. C'est le premier geste qui sauve sur le passage d'un nuage radioactif. Parce que parmi toutes les substances produites par la fission de l'uranium, l'iode 131 est la seule qui dispose d'un contrepoison immédiat. Sa porte d'entrée dans le corps humain, la thyroïde, est facile à bloquer. Il suffit de la saturer avec de l'iode stable avant qu'elle absorbe l'iode contaminé. En clair, de lui donner sa dose pour lui couper l'appétit, le temps que la radioactivité diminue. Et d'éviter ainsi, à terme, les cancers de la thyroïde, en particulier chez les enfants. «A Tchernobyl, on a distribué l'iode deux jours après l'explosion. Bien trop tard. Il faut la prendre au plus tard dans l'heure qui suit l'exposition au nuage radioactif. Après, l'efficacité diminue rapidement», explique Jean Blanc, chargé des interventions accidentelles à l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (Opri). Il n'y a donc pas de temps à perdre.

Mais en France, la logistique de distribution préventive d'iode sort à peine de la préhistoire.

Jusqu'à présent on stockait les pastilles d'iode dans les «locaux de repli», situés dans l'enceinte des centrales EDF ou des sites de la Cogema ou du CEA (Commissariat à l'énergie atomique). En cas de pépin, le préfet était théoriquement chargé d'envoyer les gendarmes ou les pompiers les distribuer. «Il y avait un problème de logique: comment les envoyer frapper aux portes d'une population à qui on conseille en même temps de se calfeutrer chez soi?» explique André-Claude Lacoste, le patron de la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). D'où la décision, tardive, annoncée le 11 avril dernier par Hervé Gaymard, le secrétaire d'Etat à la Santé, de prédistribuer des pastilles d'iode avant la fin de l'année aux populations habitant dans un rayon de cinq kilomètres autour des sites nucléaires. «10.000 et 20.000 personnes devraient recevoir ces pastilles autour de la vingtaine de sites nucléaires. Les accidents étant rares et se déroulant lentement, il suffit de distribuer l'iode aux population les plus proches», note André-Claude Lacoste-Certes.

Reste que cette mesure, interprétée comme l'aveu d'un possible accident en France, ne fait que parer au plus pressé. Vu la configuration des réacteurs français «à triple barrière», en cas d'incident, le délai avant tout rejet radioactif serait de trois à six heures selon l'Opri. Mais une fois dans l'air, la vitesse de progression du nuage dépend des conditions météo. Avec un vent soufflant à 30 km/h, il ne lui faudrait que dix minutes pour dépasser le périmètre retenu par les autorités. «Il faut distribuer de l'iode à l'ensemble de la population. Tchernobyl a montré qu'un nuage peut avoir un impact sanitaire à 2.000 kilomètres de son lieu d'origine», note Jean-Louis Démarets, chargé du réseau de surveillance indépendant de la Crii-Rad. Or, en cas d'arrivée d'un nuage radioactif de l'étranger, la France ne dispose que d'un stock national de 2 millions de pastilles d'iode, entreposées à Saint-Denis. Et d'une logistique de distribution encore floue. Mais le point le plus épineux reste la rapidité de l'information. «Il y a dix ans, l'Etat a menti aux Français. Le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté à la frontière. Aujourd'hui nous n'avons aucune garantie d'avoir l'information en temps réel, sinon il n'y aurait pas de réseaux indépendants de surveillance de la radioactivité, pilotés par les collectivités locales», explique Jean-Louis Démarets. Enfin, la prise d'iode stable ne protège pas de la contamination par les autres éléments comme le césium, qui se fixe sur les muscles, ou le strontium, qui ronge les os.